

Source : <http://lesdiscours.vie-publique.fr/pdf/033001312.pdf>

**REUNION DES MINISTRES DES AFFAIRES ETRANGERES  
DU "DIALOGUE 5+5"  
PRESENTATION PAR LE PAYS HOTE  
DES CONCLUSIONS DE LA PRESIDENCE  
ET POINT DE PRESSE  
DU MINISTRE DES AFFAIRES ETRANGERES,  
M. DOMINIQUE DE VILLEPIN**

(Sainte-Maxime, 10 avril 2003)

Je suis heureux de vous accueillir pour la troisième rencontre des ministres des Affaires étrangères du "dialogue 5+5" depuis la relance de Lisbonne en janvier 2001. Cette enceinte permet de mener une réflexion libre, informelle, sur tous les sujets d'intérêt commun entre l'Europe du Sud et le Maghreb. Cette première rencontre entre ministres après le déclenchement de la guerre en Irak avait pour nous tous une force symbolique particulière. Nous avons souligné ensemble notre volonté de rejet de toute fracture entre l'Europe et le monde arabo-musulman.

Ce dialogue informel entre les deux rives de la Méditerranée est un succès comme en témoignent les initiatives originales reprenant le format du "5+5". J'en cite quelques-unes :

- la rencontre des ministres des Affaires sociales du "5+5" en octobre 2002 à Tunis pour évoquer la question des migrations en Méditerranée occidentale ;
- la rencontre des présidents d'assemblées parlementaires dans le cadre du "dialogue5+5" à Tripoli en février 2003 ;
- la perspective du Sommet des chefs d'Etat du "dialogue 5+5" à l'initiative de la Tunisie qui se tiendra à la fin de l'année.

En raison de la situation internationale au Proche et au Moyen-Orient, nous avons décidé qu'une réunion exceptionnelle des ministres se déroulera à nouveau, sous présidence française, à l'automne 2003.

La rencontre aujourd'hui de Sainte-Maxime nous a permis de faire le point sur le conflit en Irak et ses répercussions en Méditerranée occidentale.

Nous nous sommes réunis :

- dans un esprit de très grande inquiétude en raison de l'urgence de la situation humanitaire en Irak en pensant aux souffrances des populations civiles ;
- dans un esprit d'ouverture tourné vers l'avenir afin de trouver une solution à cette crise;
- dans un esprit de pragmatisme enfin, car nous savons combien il est essentiel de prendre en compte la réalité dans toute sa complexité.

Nous devons ensemble faire face à l'urgence immédiate pour acheminer l'aide humanitaire en Irak et nous avons réaffirmé notre attachement à la résolution 1472 du Conseil de sécurité.

Au-delà, les Nations unies doivent, selon nous, jouer un rôle central dans le règlement dans le règlement de cette crise :

- d'abord à travers l'exigence humanitaire, même si dans la phase où nous sommes de sécurisation, la responsabilité des populations revient à la coalition ;
- ensuite, à travers la reconstruction politique et économique de l'Irak.

Nous sommes tous d'accord sur les principaux objectifs suivants :

- d'abord la préservation de l'unité et de l'intégrité territoriale de l'Irak et le rétablissement le plus rapide possible de la pleine souveraineté des Irakiens sur leur pays ;
- la nécessité de garantir la stabilité régionale en veillant à ce que les voisins de l'Irak ne fassent rien qui entraînerait une dégradation de la situation ;
- enfin, une mobilisation pour le règlement des autres crises régionales.

Nous avons redit que la crise du Proche-Orient devait être traitée avec unité et détermination par la communauté internationale. Le sentiment d'injustice, on le voit bien, alimente les tenants de la haine et du terrorisme de masse.

Nous avons été unanimes :

- pour dire la nécessité d'éviter toute dérive pouvant aboutir à un choc des cultures ;
- pour souligner la nécessité de multiplier les occasions de dialogue entre l'Europe et le monde arabo-musulman ;
- pour appeler à la publication comme à la mise en oeuvre sans délai de la feuille de route du Quartette et de la tenue dans ce contexte d'une conférence internationale.

Nos séances de travail ont porté sur trois thèmes principalement :

- la sécurité, la stabilité en Méditerranée occidentale ;
  - la coopération économique et l'intégration maghrébine ;
  - les échanges humains et les migrations.
- La sécurité et la stabilité en Méditerranée :*

La menace globale que représente le terrorisme exige une réponse et une coopération globales. Cela démontre toute l'importance de la coopération entre nos Etats.

Le "dialogue 5+5" fournit une nouvelle occasion de délivrer ainsi un message politique de solidarité et de responsabilité partagée de tous les Etats face à un ennemi commun, le terrorisme sous toutes ses formes.

Nos discussions ont également porté sur le caractère politique que doit revêtir la lutte contre le terrorisme : nous le savons tous, les crises, à commencer par celles du Proche et du Moyen-Orient, nourrissent les crispations et le terrorisme.

*- La coopération économique et l'intégration maghrébine :* nous avons pu mener une réflexion libre autour du thème des relations entre le Maghreb et l'Europe.

La France mène actuellement une réflexion active sur l'idée d'une "coopération renforcée" entre l'Union européenne et les pays du Maghreb dans le cadre du Processus de Barcelone. Le développement de projets concrets et transfrontaliers avec le soutien de l'Union européenne permettrait de redynamiser le partenariat euro-méditerranéen et de favoriser l'intégration Sud/Sud.

Le ministre tunisien a fait état des progrès réalisés dans la mise en oeuvre du Processus d'Agadir qui prévoit l'instauration d'une zone de libre-échange entre le Maroc, la Tunisie, l'Egypte et la Jordanie. La France, comme l'Union européenne, se félicite de cette initiative qui contribue à cette intégration Sud/Sud que nous appelons tous de nos vœux.

- *Les échanges humains et les migrations* : la question des migrations constitue un des défis majeurs de la Méditerranée occidentale et elle exige une réponse commune.

Un non-papier franco-marocain de réflexion a été remis à l'ensemble des participants de cette rencontre afin de réfléchir ensemble à ce qui pourrait être une approche globale et équilibrée en matière de régulation des flux migratoires.

Cette approche comprend trois axes :

- Coopérer en faveur d'une gestion plus harmonieuse des flux migratoires qui contribuent à l'émergence d'un sentiment d'appartenance à un espace euro-méditerranéen commun. Cette gestion doit prendre en compte les besoins économiques et sociaux des pays du Nord et du Sud.
- Agir en faveur d'une harmonisation progressive du statut des migrants légalement établis en Europe en vue de leur assurer un traitement équitable et d'améliorer leur intégration dans leur pays de résidence.
- Lutter fermement contre l'immigration clandestine et démanteler les réseaux qui exploitent la misère humaine.

On le voit, quelle que soit la question abordée, terrorisme, intégration économique, migrations, nous avons besoin de nous parler et d'échanger nos idées. Parce que ces questions nous concernent tous, elles nécessitent des réponses communes, dans l'intérêt de tous.

Je vous remercie.

*Q - Tout d'abord, vos homologues européens - Italie, Espagne - sont d'accord pour accorder un rôle central aux Nations unies ? Ensuite, est-ce que vous êtes tous d'accord pour la tenue d'une conférence internationale après la publication de la feuille de route pour veiller à sa bonne mise en oeuvre ?*

R – Si vous me le permettez, je m'exprimerai à titre national sur ce sujet. Une très grande convergence de vues s'est exprimée, comme je l'ai dit, pour constater la nécessité d'un rôle central des Nations unies. C'est important, pour la légitimité du processus, c'est important pour l'efficacité et c'est évidemment indispensable si l'on veut maintenir l'unité de la communauté internationale pour apporter son concours au règlement de cette crise douloureuse. Je crois qu'il est encore prématuré évidemment pour entrer dans le détail de ce qui peut être à la fois le rôle des Nations unies et l'organisation de cette reconstruction qui doit être ambitieuse, reconstruction administrative, reconstruction politique, reconstruction sociale, reconstruction économique. Nous le voyons, les défis sont immenses dans la situation actuelle de l'Irak. Ce qui compte c'est que toutes les énergies soient mobilisées. Pour le moment, je l'ai dit, il y a l'urgence humanitaire et nous voyons que sur le terrain, c'est bien cela qui est la préoccupation première du peuple irakien. Donc, nécessité de répondre à cette urgence. Il y aura inévitablement une phase de sécurisation et elle est déjà engagée sur une partie très large du territoire irakien. Il faut faire en sorte que cette sécurisation soit totalement aboutie, qu'elle permette d'assurer l'unité, l'intégrité de l'Irak, la sécurité des populations, qu'elle permette de conforter la présence de l'Irak dans cet ensemble régional. Il y a là, vous le voyez, beaucoup de travail ; dès lors que nous parlons

de la reconstruction, proprement dite, les Nations unies qui sont l'instance de légitimité internationale, évidemment sont incontournables et c'est pour cela que nous parlons de rôle central.

Les Etats-Unis, la Grande-Bretagne, dans le communiqué qui a été publié, il y a quelques jours, parle d'un rôle vital. Je veux croire que nous parlons de la même chose. En tout état de cause, il y a une réalité, il y a une urgence sur le terrain. Je crois qu'elle s'impose à tous.

Sur le Proche-Orient, nous l'avons mentionné, il y a nécessité de publication de la feuille de route, nécessité de mise en œuvre de cette feuille de route. Chacun voit bien que dans la situation actuelle de la région, dans les sentiments très complexes qu'éprouvent aujourd'hui nombre de peuples arabes où évidemment il y a une part de sentiment d'injustice, une part de frustration. Il est important d'avancer pour essayer de faire en sorte que la paix soit possible pour l'ensemble des pays de la région. Nous voulons croire que l'espoir aujourd'hui est permis à nouveau pour le peuple irakien. Il est important que l'ensemble des peuples de la région puisse aussi avancer vers la paix, et à ce titre, la crise du Proche-Orient est évidemment essentielle. Nous savons tous le rôle qu'elle joue dans la conscience, dans la réalité quotidienne des peuples du monde arabe. Et la perspective d'une conférence internationale que nous mentionnons dans les conclusions de notre réunion d'aujourd'hui est évidemment l'occasion pour l'ensemble de la communauté internationale de se retrouver et de donner une impulsion décisive, de marquer sa volonté d'avancer ensemble pour justement relever ce grand défi.

(...)

*Q – Comment avez-vous réagi aux événements d'hier à Bagdad et avez-vous le sentiment qu'on a assisté à un moment de folie et finalement est-ce que les Américains n'ont pas conduit une guerre de libération ?*

R - Avec la chute de Saddam Hussein, c'est évidemment une page sombre qui se tourne. Une page sombre dans l'histoire de la région, une page sombre dans l'histoire de l'Irak et nous nous en réjouissons. Chacun voit bien le moment décisif qui se produit aujourd'hui en Irak et pour la région. Il y a un espoir, un espoir de liberté, un espoir de développement pour l'Irak. Je crois qu'il faut saisir aussi la réalité dans son ensemble. D'abord, les souffrances, nombreuses, endurées au fil des décennies, des années, par le peuple irakien. Souffrance que le peuple irakien continue d'endurer aujourd'hui à travers la guerre. Et c'est pour cela que nous insistons sur la priorité donnée à l'urgence humanitaire dans l'action de la communauté internationale. Je pense aussi, au-delà de l'Irak, aux sentiments qu'éprouve le monde arabe. Sentiments, je l'ai dit, mêlés où il y a à la fois de la frustration, de l'injustice et parfois même de l'humiliation. Nous devons veiller à ce que cet espoir nourri aujourd'hui par le peuple irakien, puisse être l'espoir de toute une région et c'est pour cela que nous mettons l'accent sur l'importance d'avancer dans la recherche de la paix pour toute cette région et il faut que nos efforts soient renouvelés, je l'ai dit, pour avancer dans la voie d'un règlement du conflit israélo-palestinien. La France, en tout cas, veut de toutes ses forces, travailler pour que des initiatives soient prises dans ce sens et nous l'avons dit, lors de notre réunion d'aujourd'hui, notre réunion "5+5", c'est là une des priorités pour la communauté internationale. C'est évidemment une priorité pour tous les pays méditerranéens qui vivent au contact de cette douleur présente depuis tant d'années. Il faut apporter des réponses et c'est évidemment à l'ensemble de nos pays, très proches de ce Moyen-Orient, c'est à l'ensemble de la communauté internationale de se mobiliser et là encore, les Nations unies ont un rôle particulier à jouer./.